

Le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de **restauration de la doctrine** et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONALISTE
(Programme Communiste)**

NOVEMBRE 1964 — 2^e Année — N° 15

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.

Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB

Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
ou R.P. n° 24 Paris (19e)
C.C.P. 2202-22 Marseille

KHROUCHTCHEV, bouc émissaire de la crise du capitalisme russe

Le monde entier ou presque s'apitoie sur le sort aussi tragique qu'inattendu d'un des plus grands hommes de l'histoire contemporaine, d'un de ces êtres providentiels dont l'humanité n'est gratifiée qu'une dizaine de fois dans un siècle : Nikita Sergueïevitch Khrouchtchev.

Khrouchtchev le déstalinisateur, le défricheur de terres vierges, le semeur de maïs, le chimiste de l'élevage, le poseur de premières pierres, le libérateur des poètes, le globe trotter infatigable et le champion de l'exploration interstellaire, l'ami personnel de Nehru et de Nasser, du chanoine Kir et de Fidel Castro, d'un fermier américain bien connu et de presque tout le monde, l'acteur insurpassable du grand music-hall onusien, l'homme auquel l'humanité doit de ne pas être morte au cours de la crise des Caraïbes, l'homme qui nous protégerait maintenant du péril jaune, l'homme dont le bon sens et la sagesse n'avaient d'égaux que ceux du "bon pape Jean", l'homme pour qui... l'homme à qui...

Le monde entier s'interroge et s'inquiète. Ceux qui l'avaient appelé "bourreau de Budapest" déplorent l'escamotage du "démocrate". Tous se demandent : pourquoi est-il tombé ? Même les Chinois... qui attendent. Les experts bourgeois qui sont sur place, à Moscou, et les journaux des "partis frères" les mieux renseignés se posent des questions : Est-ce à cause des Chinois ? du blé ? du "testament" de Togliatti ? de Cuba ? de la viande ? du Congo ? des Roumains ? des Japonais ? du maïs ? du voyage à Berlin ? de tout ? de rien ?

La pensée politique bourgeoise officielle ou d'« opposition » ne comprend pas, ne peut pas, ne veut pas (ou parfois fait semblant de ne pas) comprendre que si la politique d'un Etat de classe est bien la résultante de forces multiples et contradictoires et fourmille donc d'oppositions et de heurts, qui sont autant de causes d'échec, elle n'en est pas moins, pendant une période donnée, une politique globale. Un aspect n'en peut être compris que si le tout est compris et son échec n'est consommé que lorsqu'il affecte les principaux secteurs de cette politique.

La presse bourgeoise (gaulliste, "centriste" et "communiste") confond visiblement deux questions : « Sur quoi Khrouchtchev est-il tombé ? » et « Pourquoi est-il tombé ? ». Autrement dit : « Quelle est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase ? » et « Pourquoi le vase était-il plein ? » Elle semble ignorer que lorsqu'on est très fatigué on trébuche facilement. Et Khrouchtchev était effectivement très "fatigué".

NOUS communistes internationalistes, nous avons prévu depuis longtemps l'échec de toute politique natio-

nale russe, que ce soit celle de Staline, celle de Khrouchtchev ou celle de ses distingués successeurs. Nous ne sommes donc pas étonnés par l'aveu qu'en représente la chute de Khrouchtchev. Il est toutefois plus facile aujourd'hui d'en montrer les raisons.

Pour constater l'ampleur de la crise politique de l'Etat national russe, il suffit de confronter les buts que se proposait officiellement Khrouchtchev aux résultats qu'il a effectivement obtenus. La position de Khrouchtchev est bien connue : Aujourd'hui le camp socialiste est assez fort pour empêcher la guerre, disait-il en substance, il faut donc l'éviter et battre le capitalisme international sur son propre terrain ; le vainqueur sera celui qui pourra élever au plus haut le niveau de vie de sa population et vendre le plus de marchandises à l'extérieur, dans les pays sous-développés en particulier. (Remarquons que cette politique était déjà celle de Staline qui disait en 1951 dans ses « Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S. » : Le camp socialiste produit tellement de marchandises qu'il sera bientôt obligé de les jeter sur le marché capitaliste. Les débouchés iront s'amenuisant pour les Occidentaux et ils connaîtront la crise. Ils seront acculés à la guerre, mais comme ils ont peur de l'U.R.S.S. ils se batront entre eux. Remarquons aussi que Khrouchtchev, plus fort que son maître, avait expulsé de l'histoire la guerre et donc aussi la crise.)

Que s'est-il passé au cours de ces dix dernières années ? Pour faire pièce au capital occidental et surtout américain en Inde, en Indonésie, en Egypte, à Cuba et en général dans le tiers monde, et par crainte de l'intervention, encore lointaine, mais prévisible, du concurrent chinois (qui construit lui aussi "son" socialisme national) dans la compétition mondiale, Khrouchtchev abandonne le marché chinois (on peut d'ailleurs s'y replier au besoin, puisque les Américains le boudent) et cesse son aide technique et financière à Mao. Ceci n'est pas de sa part un choix arbitraire. Le développement industriel de l'U.R.S.S., ses capacités d'accumulation de capitaux ne lui permettent pas de faire front partout à la fois. Elle peut bien assurer seule le financement du barrage d'Assouan, essayer d'acquiescer pour cinq ans le monopole de la commercialisation du sucre cubain, tenter de s'opposer au consortium américano-anglo-germano-nippon aux Indes, fournir des armes à l'Indonésie et du matériel pétrolier à l'Algérie, mais elle ne peut soutenir (même si elle le voulait) un effort comparable en Chine. Il lui faut concentrer ses efforts là où le capital occidental qui domine connaît des difficultés, mais même là où elle réussit à

s'implanter, comme à Cuba, il lui faut partager avec le capital anglais et français. Et de plus, il lui faut soutenir une course aux armements infernale.

Si le bilan est mince sur le plan extérieur, il est désastreux sur le plan intérieur : les successeurs de Staline n'ont pas encore fini de payer le prix du compromis qu'il avait passé avec le petit-bourgeois paysan : le kolkhoze. Non seulement la productivité du travail y reste insuffisante, mais l'anarchie y augmente : en 1963 on en est réduit à acheter du blé aux Etats-Unis et en 1964 à quémander à l'Europe occidentale des crédits à long terme pour l'industrie chimique. On ne fait ainsi que suivre les pays "socialistes" frères, polonais et roumains qui, après les Yougoslaves, redeviennent peu à peu ce qu'ils étaient avant 1939 : les clients assidus du monde occidental surindustrialisé de l'Allemagne en particulier. Khrouchtchev, après avoir exigé depuis novembre 1958 le règlement

(Suite en page 2)

La gastralgie de l'autruche

DANS son célèbre testament de 1924, Lénine avait eu à propos de Staline ce mot prophétique : « Ce cuisinier ne nous préparera que des plats épicés. » "Epicés", ils le furent mille fois plus qu'il ne le prévoyait, mais les estomacs d'autruche des staliniens les ont digérés sans peine depuis quarante ans.

Ils ont digéré l'abandon de l'internationalisme révolutionnaire et le "socialisme dans un seul pays", le renoncement à la lutte pour le communisme et l'"antifascisme", et jamais plus ils ne reviendront là-dessus. Ils ont digéré successivement et pêle-mêle le front unique avec les socialistes, leur dénonciation comme "social-fascistes", le front populaire, le front national et patriotique, le ministérialisme et le constitutionnalisme "communistes" : tous les plus durs morceaux sont passés sans peine. Ils ont digéré l'"anti-impérialisme" stalinien et la répression krouchtchevienne de la Hongrie ; l'appui de l'U.R.S.S. à Tchang Kai-shek et son "alliance" avec la révolution chinoise, le "communisme" de Mao et la dénonciation de l'extrémisme chinois, la rupture

avec la Yougoslavie et sa réhabilitation. Ils ont digéré le procès de Moscou, l'assassinat de Trotsky, la liquidation de la vieille garde bolchevique, mais aussi le procès posthume de Staline et la dénonciation de ses crimes. Ils ont digéré l'"aggravation de la lutte de classe sous le communisme", avec tous les "complots" imaginables, y compris celui des "médecins juifs", mais aussi "la coexistence pacifique entre régimes sociaux différents". Bref, il n'est aucun des "plats épicés" de la contre-révolution que l'opportunisme "communiste" ne se soit montré capable de digérer : stalinien, il le fut essentiellement par son estomac d'acier.

En quarante ans, de l'entrée de l'U.R.S.S. dans la SDN, à la répression du mouvement social des ouvriers et paysans espagnols et la restauration de la République bourgeoise ordinaire qui devait perdre la guerre contre Franco, du pacte avec l'Allemagne hitlérienne à l'alliance avec les impérialismes "démocratiques", il n'est pas une trahison, pas une volte-face que le prétendu "mouvement communiste international" n'ait

(Suite en page 3)

BILAN DU "SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS"

AINSI M. Khrouchtchev connaît de son vivant le sort qu'il réserva lui-même au défunt Staline. Nous qui n'avons jamais cru au pouvoir exorbitant que Khrouchtchev attribuait à Staline en le présentant comme le maître absolu de toute une période historique, nous ne croyons pas plus que la politique récente de l'U.R.S.S. s'explique par la "tête de linotte" de M. Khrouchtchev ou par sa trop grande sollicitude familiale. Nous abandonnons volontiers ce genre d'"explications" aux journalistes « bien informés », ceux de la "Pravda" comme ceux de "France-Soir". Comme tous les « grands hommes » ses pairs, Khrouchtchev était une marionnette de l'histoire. Mais de quelle histoire ? Celle du premier Etat socialiste du monde en train de « construire le communisme » comme le veut la propagande officielle, ou bien l'histoire d'un Etat impérialiste aux prises avec les contradictions de son propre développement dans un monde en proie à une concurrence sans merci ? Là est toute la question.

En octobre 1917, la révolution qu'il a lui-même dirigée donne le pouvoir au parti bolchevique. Le pays le plus arriéré d'Europe, hier encore sous la coupe d'un Etat autocratique, un pays où l'écrasante majorité de la population — 90 % — vit à la campagne dans des conditions de travail et de vie moyen-âgeuses, a porté à sa tête l'avant-garde révolutionnaire euro-

péenne. Que veut le parti bolchevique ? Le triomphe de la société socialiste. Mais comment y parviendrait-il en Russie, où manquent toutes les bases économiques de la société socialiste, où la petite production artisanale règne en maîtresse, où le capitalisme en un mot, n'a pas encore développé les moyens de production et élevé la productivité du travail ?

Aussi bien, ce n'est pas à l'intérieur des frontières de la Russie à peine sortie du tsarisme que les Bolcheviks envisagent le développement de la société socialiste, mais à l'échelle mondiale. Le parti bolchevique est internationaliste. Il sait que si les bases économiques du socialisme sont inexistantes en Russie, le capitalisme les a par contre édifiées abondamment dans les grands pays impérialistes ; il sait aussi que par l'intermédiaire du commerce extérieur le capitalisme domine la vie internationale, y compris celle de ces pays qui, sans avoir atteint le stade capitaliste comme la Russie précisément, sont pourtant liés au marché mondial par la vente de leurs matières premières et l'achat de produits industriels aux pays développés. En bref, il sait que malgré l'inégal développement du capitalisme, l'impérialisme constitue une véritable chaîne liant les différents pays les uns aux autres.

Le sort de la lutte pour le socialisme — pour une société sans classes regroupant l'humanité tout entière — se décide donc sur l'arène internationale et la révolution à Saint-Petersbourg ou à Moscou ne

peut rester sans effets à Berlin, à Milan, à Paris, à Londres ou à Budapest. C'est pourquoi les Bolcheviks ont pris le pouvoir : pour donner un coup d'arrêt à la guerre impérialiste et impulser la lutte pour le pouvoir du prolétariat européen. Une tête de pont de la révolution mondiale, voilà comment ils considéraient leur propre pouvoir en Russie, et l'acte le plus caractéristique de la révolution russe ce n'est pas tel ou tel décret du pouvoir bolchevique, mais bien la création, en 1919, de l'Internationale Communiste.

« Construire le socialisme » en Russie, il n'en est pas question alors. Sans doute faut-il augmenter la production, industrialiser le pays, mener à bien une réforme agraire, assurer des échanges normaux entre la ville et la campagne afin de nourrir les villes et d'équiper les campagnes, mais toutes ces tâches, Lénine le dit explicitement, ne peuvent être remplies, dans les conditions russes d'alors, que par un développement de la production capitaliste contrôlée, autant que faire se peut, par l'Etat de la dictature du prolétariat.

La perspective des Bolcheviks dans les premières années de la révolution russe est donc parfaitement claire : tenir le pouvoir en attendant la révolution européenne, qui seule permettra de passer aux premières mesures socialistes ; tout faire pour préparer cette révolution et permettre en attendant un développement du capita-

(Suite en page 3)

(Suite de la première page)

du problème allemand et dû construire le mur pour arrêter l'hémorragie de main-d'œuvre salariée de l'Allemagne "socialiste" doit, à son tour, envisager de faire le voyage de Bonn.

MAIS cet échec n'est pas seulement celui de la politique dite khrouchtchevienne, du XX^e Congrès et de ces dix dernières années, c'est aussi l'échec de la politique stalinienne, des dix années précédentes. Quand Staline, après avoir sacrifié 17 millions de prolétaires russes à la survie de son Etat national et au capital mondial sous prétexte d'antifascisme et vendu le travail des survivants pour payer les marchandises américaines, se trouva en 1947 devant l'évidence, l'offensive généralisée du capital américain pour la domination mondiale au travers de la "reconstruction", il refusa d'en tirer la conclusion logique : il n'avait pas massacré en Russie même l'élite du prolétariat révolutionnaire et fourvoyé pour longtemps le mouvement communiste international au nom de la patrie russe, pour devenir maintenant le vassal direct de Wall Street.

Malgré un besoin suraigu de crédits, il refusa le plan Marshall, s'opposa avec la dernière

KHROUCHTCHEV, bouc émissaire

énergie à l'introduction des intérêts américains dans la sphère d'influence que les accords de Yalta lui avaient reconnu en Europe orientale. Il soumit le prolétariat russe à une exploitation renforcée et pilla les démocraties populaires comme Khrouchtchev devait le reconnaître en 1956 à propos des "accords inégaux" passés avec la Hongrie.

Staline ne perdit que la Yougoslavie. Aujourd'hui, non seulement la Pologne et la Roumanie rétablissent des liens étroits avec l'Ouest, mais c'est l'U.R.S.S. elle-même qui sollicite des crédits des pays d'Europe occidentale, en particulier de l'Allemagne fédérale, le plus vigoureux des rejets du général Marshall.

Cet échec nous l'avons prévu. Non seulement nous avons affirmé qu'à partir du moment où la III^e Internationale adoptait la thèse fallacieuse du socialisme dans un seul pays, le développement de l'U.R.S.S. ne pourrait échapper aux lois d'airain du mode de production capitaliste et à toutes ses horreurs, mais nous avons précisé que dans un pays arriéré comme la Russie, et dans les conditions de la domination mondiale

de l'impérialisme puissants armés jusqu'aux dents, ce développement serait particulièrement douloureux. Cette prévision qui ne doit donc rien à une quelconque faculté divinatoire, mais tout à la rigueur doctrinale qui était celle des révolutionnaires d'octobre, nous permet aujourd'hui de comprendre à travers quelles insurmontables contradictions se meut la construction du capitalisme en Chine (et les raisons du nationalisme chinois), et à plus forte raison dans les pays qui n'ont même pas encore connu de révolution populaire, comme l'Inde ou le Brésil. Elle nous permet d'affirmer l'impossibilité de "construire", non seulement un impossible "socialisme national", mais même un capitalisme développé dans des pays comme la Roumanie, Cuba ou l'Algérie.

SI le capitalisme ne peut sortir des contradictions nationales, ni aboutir, malgré des guerres impérialistes répétées, à la création d'une économie vraiment mondiale, le socialisme, lui, est essentiellement international. C'est pour l'avoir nié que les stalino-khrouchtcheviens sont

contraints de procéder, sur un rythme harassant, à une accumulation forcée du capital. Toutes les mesures qu'ont prises Staline, puis Krouchtchev et celles que prendront leurs successeurs n'ont eu et n'auront pas d'autre but. Kossyguine déclare aujourd'hui qu'"il est impossible de dépasser la haute productivité des pays capitalistes d'avant-garde sans développer l'initiative et l'activité créatrice de la masse laborieuse, sans intéresser tous les travailleurs de la société socialiste, non seulement les producteurs, mais aussi les responsables...". Ainsi, pour passer de la production quantitative stalinienne à la production qualitative, on stimulera "l'intérêt matériel", on diversifiera les salaires, on encouragera l'initiative des ouvriers (c'est-à-dire leur concurrence) et des responsables (c'est-à-dire des directeurs d'entreprises) qui seront invités à tenir compte toujours davantage des catégories "socialistes" de la rentabilité et du profit d'entreprise.

On comprend pourquoi Khrouchtchev avait dit en 1960, au cours de son voyage en France en présentant Kossyguine à un auditoire de capitalistes réunis à la Chambre de

Commerce : « C'est notre patronat », paroles qui avaient provoqué alors l'hilarité générale. Quant à nous, nous n'avions pas attendu cette boutade pour affirmer que c'est bien le capitalisme et non le socialisme qui s'édifie en Russie, de même que nous n'avons pas attendu la crise actuelle du capitalisme russe pour affirmer que les contradictions du mode de production replaceront le prolétariat russe sur le chemin de la révolution.

A mesure que l'accumulation du capital à l'échelle mondiale fait mûrir la crise générale, dans les diverses parties du monde se créent les conditions pour la reprise de la révolution prolétarienne et pour la reconstitution d'une internationale marxiste. La désagrégation rapide du prétendu camp socialiste et du soi-disant mouvement communiste mondial nous est évidemment un encouragement dans cette tâche ardue et de longue haleine. Mais pour ceux qui s'y consacrent depuis des dizaines d'années, le tapage fait autour de la disparition de Khrouchtchev représente beaucoup de bruit pour rien. Il n'y aura personne à l'enterrement de Nikita Sergueïevitch Khrouchtchev, pourfendeur de fantôme et démenageur de cadavre.

Quand les économistes russes prêchent la libre entreprise...

La "discussion" continue dans les colonnes de *La Pravda* sur les "nouveaux" critères qu'il convient de mettre à la base de la planification soviétique et du système des primes aux chefs d'entreprise. On se souvient (*voir Le Prolétaire*, n° 14), que l'Académicien Trapeznikov avait proposé le 17 août le primer les directeurs, non pas sur le dépassement du plan de production, mais sur le profit réalisé par rouble investi. Liberman, qui eut l'honneur, en 1962, de soulever le premier ces questions, revient à la charge et met les points sur les i dans un article que publie *La Pravda* du 20 septembre sous le titre : « Encore une fois au sujet du plan, du profit et des primes ».

L'intérêt des interventions de Liberman et de « l'école de Khar'kov » c'est que ces distingués professeurs réalisent l'union la plus étroite entre la théorie et la pratique, entre l'Université et l'Industrie, entre l'économie politique et les "managers" d'Ukraine. Dans leurs écrits les problèmes qui agitent les théoriciens prennent un relief tout particulier, un avant-goût de transaction commerciale. Trapeznikov reprochait au système des primes basé sur le dépassement des objectifs de production de constituer un frein à « l'esprit d'entreprise » et proposait de mettre le profit tiré du capital investi au centre du système des primes et de la planification. Liberman ajoute cette précision :

« Il est utile de remarquer qu'il ne s'agit pas de réformer des indices, mais de réformer les rapports réciproques des entreprises et de l'économie nationale. Le profit doit apparaître comme la mesure générale et ultime de l'efficacité. Mais l'essentiel ici est qu'il ne faut pas, dans la planification, que le profit soit prescrit par en haut à chaque entreprise, de même qu'il ne faut pas limiter les autres indices qualitatifs. Tous seront obligatoirement planifiés à l'échelle des républiques, des régions économiques et mêmes des branches d'industrie ». Ce qui compte pour Liberman, ce n'est pas tant que les planificateurs donnent droit de cité au profit et à la rentabilité financière, c'est qu'ils reconnaissent plus d'autonomie, plus d'initiative, aux entreprises et à leurs chefs.

« Tous ces principes, nous ap-

prend Liberman, sont déjà réalisés dans l'expérience de deux trusts de l'industrie textile : "La Bolchéviste" du sovmarkhoze de Moscou et "Le Phare" du sovmarkhoze de Viatka. En Ukraine également, on prépare les mêmes mesures expérimentales. Le plan pour ces entreprises n'est rien d'autre que la projection des commandes des magasins sur une période déterminée. L'entreprise constitue son propre plan sur la base de ces commandes. L'estimation repose sur la rentabilité, l'encouragement sur les profits. En outre, il n'y a aucune réglementation sur ce qu'il convient d'encourager : c'est l'affaire de la

direction et des organisations sociales de l'entreprise. Tout cela est fait dans le but d'améliorer la qualité de la production et d'accélérer sa réalisation sur le marché. »

Voilà ce qu'on appelle les « expériences d'avant-garde » de l'économie russe ! Mais il n'est pas de petit patron ou de société anonyme, dans notre enfer capitaliste, qui ne fasse chaque jour et depuis des décades cette « expérience » de la production pour le marché, de la recherche du profit et du despotisme de fabrique. Et avec cela Liberman s'étonne que des commentateurs américains ou allemands accueillent ces mesures et

ces théories comme un triomphe de l'économie bourgeoise : « Ils interprètent, nous dit-il, le désir de mieux utiliser le profit en U.R.S.S. »

« Un passage à l'économie de marché et même, voyez-vous, au système de la "libre entreprise" ». Réponse de Liberman ? Ces Américains ne voient pas que « le profit en U.R.S.S. peut mieux mesurer l'efficacité de la production que sous le capitalisme ». Ce qui revient à dire : nous faisons le pari, nous avons la certitude, d'être encore plus forts que vous pour extorquer de la plus-value aux prolétaires. « Notre profit, explique Liberman, si l'on part de prix reflétant correctement les frais moyens de production, n'est rien d'autre que l'effet sous forme monétaire de l'accroissement de productivité du travail social ».

La belle affaire ! Mais "votre" profit "socialiste" se distingue si peu du profit tout court de l'éco-

nomie capitaliste que vous le définissez vous-même comme la part de sur-travail arrachée au prolétariat. « La discussion de 1962, rappelle Liberman, a montré que la grandeur de l'encouragement doit être proportionnée non seulement à l'importance des fonds de production, mais aussi à la masse du travail vivant employé dans chaque entreprise ». Et c'est pourquoi les chefs d'entreprise demandent à grands cris une plus grande indépendance dans le recrutement et la rétribution de la main-d'œuvre, aussi bien que dans l'établissement des plans et la fixation des prix. Que reste-t-il après cela du mythe de la "construction socialiste" en U.R.S.S. ? Rien... sinon l'asservissement du prolétariat russe et mondial à ses patrons "progressistes" et à ses bonzes syndicaux contre lesquels, même dans la Sainte Russie, le combat de classe ne saurait plus tarder à reprendre.

... et les chinois la "révolution industrielle"

ze années, les trois premières ont été accaparées par la remise en ordre de notre économie. Pendant le deuxième plan quinquennal, nous avons subi des calamités naturelles, et des mauvais coups de l'étranger (c'est-à-dire la faillite des "communes populaires" et l'arrêt de "l'aide" russe), et cela a ralenti notre marche en avant. Nous avons commencé il y a quinze ans seulement et la "révolution industrielle a pris cent ou deux cents ans en Europe Occidentale. Nous sommes sûrs que notre industrialisation ne prendra pas deux cents ans, ni même cent et qu'elle sera plus rapide que celle des pays européens. La raison est simple : nous bénéficions de l'expérience de l'industrialisation de l'Occident ainsi que de celle de certains pays socialistes et de ce fait nous pouvons faire moins d'erreurs et prendre un chemin plus direct. »

Belle consolation pour les ouvriers et les paysans chinois ! Si la Chine ne connaît pas de nouvelles "calamités naturelles" et d'autres "mauvais coups de l'étranger", ils seront exploités selon le dernier cri de la technique moderne et bénéficieront de "l'expérience occidentale". Mais quels sont les enseignements de la "révolution industrielle" en Occident et aussi en Russie ? Loin d'annoncer l'émancipation de "tout le peuple",

comme la bourgeoisie le proclamait, elle l'a jeté dans la fournaise du mode de production capitaliste, de la propriété privée et du salariat. Tout au long de ces cent ou deux cents ans, ce "progrès" bourgeois ne fut pas une construction pacifique. Il s'est accompagné de guerres et de révolutions, il a marché sur des monceaux de cadavres et s'est imposé par l'asservissement de peuples et de continents entiers. Ces trente à cinquante ans pendant lesquels la Chine nous promet de créer de nouveaux millions de prolétaires ne représentent pas le temps qu'il lui faudra pour devenir une "grande puissance" industrielle, une forteresse du Capital, mais les chances extrêmes de survie du capitalisme mondial. Au-delà de ces trente à cinquante ans, nul bourgeois n'ose regarder, nul n'ose croire. Et c'est pourquoi tous, à l'Est comme à l'Ouest, à Pékin comme à Moscou, nous prédisons dans ces limites l'apogée de leur odieuse société, le parachèvement de leur œuvre. Nous savons, nous, que ce sera la fin de leur domination. L'écroulement catastrophique de leur système.

Trente à cinquante ans ! C'est le délai pendant lequel les bolchéviks comptaient pouvoir résister dans la Russie arriérée, en attendant la victoire de la révolution prolé-

rienne en Occident. C'est aussi ce qu'il a suffi pour que Staline et Khrouchtchev transformant l'Empire des tsars en un des plus puissants mastodontes de l'accumulation capitaliste. Et la Chine voudrait remettre cela au nom de la même "construction socialiste" ? Qu'est-ce que créer « un Etat moderne avec une industrie moderne, une agriculture moderne, une défense, une science et des techniques modernes » ? C'est réaliser l'accumulation du capital, l'exploitation de la main-d'œuvre salariée et bâtir une économie de marché. Tel est le but de la prétendue "construction socialiste" en Chine.

Trente à cinquante ans pour voir poindre en Occident l'aube du Communisme, cela c'est notre affaire !

Trente à cinquante ans pour qu'une Chine puissante et "moderne" s'assoie sur les bancs de l'O.N.U. et ouvre solennellement une nouvelle phase de "coexistence pacifique", cela c'est l'affaire du Capital, de sa survie ! Et par rapport aux cent ou deux cents ans passés sous sa domination, ces cinquante ans sont bien de trop.

Directeur - Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{III})

Dépot légal 28794, déc. 63, Paris
Distribué par les N.M.P.P.

Bilan du "Socialisme dans un seul pays"

(Suite de la première page)

lisme en Russie, autant que possible sous la forme la plus concentrée du capitalisme d'Etat.

**

L'année 1926 marque un tournant décisif dans la politique de l'Etat russe : la thèse du « socialisme en un seul pays » triomphe et on tourne résolument le dos à la perspective léniniste. Toutes les tentatives révolutionnaires en Europe ayant échouées, on prétend, en effet, édifier la société socialiste à l'intérieur des frontières de la Russie et sans attendre la révolution européenne qui cesse d'être la préoccupation essentielle. Aux militants restés fidèles à l'internationalisme qui soulignaient le caractère nécessairement international de la société socialiste et le retard de la Russie qui imposait de conserver l'économie de marché, seule capable d'assurer la distribution des produits d'une économie constituée par des millions de petits producteurs indépendants ; à ceux qui, donc, montraient que la Russie ne pouvait, seule, sortir du capitalisme, mais se trouvait au contraire condamnée à le développer, on répondit par la déportation, l'emprisonnement et la fusillade dans le parti russe, par l'exclusion et la difamation dans les autres partis.

Pour Lénine, l'essentiel c'était le mouvement international dont l'Etat russe devait se faire l'auxiliaire, et le salut du socialisme était attendu d'une révolution prolétarienne européenne. Pour les staliens qui maintenant dominaient l'Internationale, l'essentiel était au contraire le développement économique de la Russie baptisé « construction du socialisme », et ils attendaient la victoire du socialisme d'une expansion de l'Etat russe, dont l'Internationale n'avait plus en conséquence qu'à servir les intérêts.

Lorsque la seconde guerre impérialiste éclata, la Russie après quelques hésitations — le pacte germano-soviétique qui lui permit de partager la Pologne avec l'Allemagne nazie et de se rendre maîtresse des Etats baltes — se rangea dans le camp des démocraties occidentales. Dès lors, les « communistes » présentèrent cette nouvelle guerre impérialiste comme un conflit d'un type nouveau, au cours duquel le prolétariat avait pour tâche d'assurer la victoire militaire du camp qu'avait rallié l'U.R.S.S., car l'extension du socialisme lui était subordonnée. Et de fait, partout, il n'y eut meilleur propagandiste de guerre que les divers partis « communistes » qui réussirent à embriquer le prolétariat dans les armées régulières ou dans les groupes de « partisans » et de « maquisards ».

La révolution d'octobre, l'agitation révolutionnaire dans les autres pays belligérants, en Allemagne particulièrement, avaient arrêté la première guerre impérialiste. Selon le mot d'ordre fameux, les communistes avaient tenté de transformer la guerre impérialiste en guerre civile. Vingt ans plus tard ceux qui se prétendaient les continuateurs du léninisme exhortaient le prolétariat à participer à la guerre impérialiste dont l'issue, prétendaient-ils, déterminerait le sort du socialisme.

**

Il est facile aujourd'hui de dresser le bilan de quarante ans de « socialisme en un seul pays ». D'un côté les millions de morts de la seconde guerre impérialiste s'ajoutant aux victimes de la répression stalinienne, la dégénérescence des différents partis communistes et l'insolence de la prospérité capitaliste tout droit sortie des destructions de la dernière guerre. Et sur l'autre plateau de la balance ?

Les communistes officiels proclament toujours que le « camp socialiste » s'est agrandi dans des proportions grandioses (Europe Orientale et Chine) à la faveur de la victoire militaire russe. C'est vrai, mais quel étrange « camp socialiste » ! Son histoire est faite de sanglantes répressions, de conflits frontaliers, de concurrence économique sans merci. Après les émeutes d'Allemagne orientale de juin 1953, c'est, en octobre 1956, l'agitation polonaise et l'insurrection hongroise écrasée par les chars russes ;

après l'excommunication yougoslave (qui sera par la suite rapportée), c'est le conflit russo-chinois ; après les « traités inégaux » de pillage des démocraties populaires par la Russie, c'est le détachement de la Pologne et de la Roumanie, qui obtiennent des prêts de l'Occident, de la sphère d'influence économique de la Russie. Ce camp socialiste-là n'est donc qu'un groupe de nations jalouses de leurs frontières, déchirées par des intérêts divergents, l'U.R.S.S. tentant d'imposer, par la force ou la « persuasion », une division du travail profitable à sa propre économie que les démocraties populaires refusent, préférant se vendre au capital occidental.

Et l'U.R.S.S. elle-même, le « pays du socialisme » ? Il suffit de considérer les transformations économiques les plus récentes pour constater les résultats du « socialisme dans un seul pays ». L'Etat russe a perdu tout contrôle sur les kolkhozes auxquels tout le gros équipement agricole a été vendu. Chaque kolkhoze constitue une entreprise privée, propriétaire de ses moyens de production, jouissant gratuitement de la terre, qui vend ses produits à l'Etat et sur le marché libre. Le kolkhoze, surtout s'il est « riche », emploie de la main-d'œuvre salariée qu'il exploite donc directement. Il peut investir ses profits dans de nouvelles entreprises, extra-agricoles (« industrialisation inter-kolkhoziennne ») et donc exploiter de nouveaux salariés. Mais parallèlement, dans les kolkhozes « pauvres » surtout, chaque kolkhozien est également petit producteur indépendant sur son lopin de terre, abaissant du même coup à un niveau misérable la productivité générale de l'agriculture russe.

Dans l'industrie, il n'est plus question que de « libéralisation ». L'autonomie des entreprises est le

créo de tous les économistes en renom, comme nous le montrons par ailleurs dans ce même numéro. Les directeurs d'entreprises sont maîtres du profit qu'ils peuvent réinvestir, ce sont eux qui décident du montant et de l'organisation des salaires dans leur entreprise, et le dieu de la Rentabilité règne partout en maître. Le plan d'Etat, de son côté, est en pleine désagrégation : hier, le premier coup lui était porté par la création des sovnarkhozes qui émiettaient la direction de l'économie ; aujourd'hui, on va plus loin encore, puisque dans les « entreprises-modèles » le plan est bâti, non plus à partir des directeurs du Gosplan, mais bien des commandes des clients de l'entreprise. Même le monopole d'Etat du commerce chancelle, les entreprises les plus modernes possédant leurs propres magasins de vente.

Une économie où existent salaires et donc profit, une économie fondée sur la rentabilité des entreprises, qui répartit ses produits au travers du marché, dont la cellule de base est l'entreprise autonome, la firme, une telle économie est capitaliste. Comme ses sœurs d'Occident elle est fondée sur l'exploitation de la classe ouvrière et condamnée à l'anarchie du marché capitaliste.

Voilà les résultats du « socialisme dans un seul pays », voilà à quoi a été sacrifiée l'Internationale Communiste, voilà pourquoi les divers partis communistes ont été transformés en pâles copies des vieux partis réformistes. Mais ces résultats, nous n'avons pas attendu qu'ils crévent les yeux comme aujourd'hui pour les dénoncer. Dès l'apparition de la « théorie » du « socialisme dans un seul pays », notre courant montra qu'elle ne pouvait être que le travestissement de l'édification en Russie d'un capitalisme ordinaire et de la transformation de l'Etat

russe en un Etat impérialiste gardien de l'ordre capitaliste. Ce processus est accompli aujourd'hui et il est irréversible, quoiqu'il en soit de la figure des dirigeants de l'Etat russe. Les Staline et les Khrouchtchev passent, la société capitaliste russe demeure... jusqu'à la prochaine révolution.

L'histoire a donc cruellement confirmé nos prévisions. Mais nous n'y trouvons pas des motifs de découragement. La même doctrine, le

marxisme, qui nous faisait prévoir la contre-révolution capitaliste en Russie nous permet d'affirmer que le répit ainsi consenti au capitalisme mondial prépare en fait des conditions plus favorables à la reprise révolutionnaire du prolétariat international. Le prolétariat a été battu, c'est vrai. Il ne s'en dressera que plus puissant lors de la crise que prépare l'expansion actuelle, à l'Est comme à l'Ouest, du capitalisme déguisé ou non en « socialisme national ».

REUNIONS PUBLIQUES

● A PARIS :

le 11 DECEMBRE, à 21 heures
SALLE LANCRY
10, Rue de Lancry (X).

SI TU VEUX LA PAIX,
PREPARE LA GUERRE DE CLASSE

● A MARSEILLE :

le 26 NOVEMBRE, à 18 h. 30
arrière-salle du Bar "L'ARTISTIC"
Cours Joseph-Thierry.

LIMITES ET DEGENERESCENCE
DU SYNDICAT

Lecteurs et sympathisants sont cordialement invités

LA GASTRALGIE DE L'AUTRUCHE

(Suite de la première page)

militairement exécutée, passivement acceptée. Or voici qu'après tant d'épisodes plus sinistres le simple limogeage de Khrouchtchev prend tout à coup des allures de drame : pour la première fois peut-être depuis quarante ans, un murmure de protestation s'élève des rangs « communistes ». La vieille autruche est incapable du moindre remords à l'égard du communisme mille fois trahi, bafoué et déshonoré, mais elle n'a plus le solide estomac d'autrefois.

Démocrates et trotskystes (voir La Voix ouvrière du 20 octobre) se réjouissent de cette subite sensibilité, mais déplorent qu'elle n'aille pas plus loin. Les démocrates sont logiques avec eux-mêmes, mais les trotskystes sont parfaitement inconséquents. Ils n'ont pas combattu le stalinisme au nom de la démocratie, mais, en principe, au nom du communisme. En quoi le limogeage du « népotiste » Khrouchtchev par les « collégiaux » Brejnev - Kossyguine a-t-il fait un tort nouveau au communisme ? En rien. Le communisme a déjà subi tout le tort possible avec la victoire du national-communisme en URSS et la liquidation de la IIIe Internationale. La seule chose qui ait souffert, en l'occurrence, c'est d'une part la respectabilité démocratique des partis communistes et de l'URSS et d'autre part, une fois de plus, la légende du socialisme soviétique. C'est bien pourquoi les partis communistes protestent : les soupçons justifiés que nourrissent les dénonciations périodiques du « culte de la personnalité » en plein « socialisme » russe se précisent et, surtout, une mauvaise honte face à leurs alliés bourgeois et démocrates les dévore. Une protestation plus forte n'aurait signifié qu'un pas de plus dans l'intégration au monde bourgeois, l'alignement sur le démocratisme le plus vulgaire. Il faut être trotskyste pour croire que le communisme avait quoi que ce soit d'autre à y gagner que l'avantage d'une clarté plus grande ! Si elle ne l'a pas été, c'est que les partis communistes sentent parfaitement qu'il est impossible de conserver la caricature d'Internationale de l'ère stalinienne, tout en conquérant la pleine confiance et l'entière

estime du monde bourgeois, y compris les USA, et du crétinisme parlementaire, y compris celui des socialistes à la Mollet comme le voulait Khrouchtchev. Jouer un rôle dans la vie parlementaire nationale au même titre que tout autre parti bourgeois et démocratique sans pour cela cesser de faire figure d'Internationale aux yeux d'un prolétariat abusé, voilà la contradiction mortelle qui les tenaille, voilà la double exigence qui les presse en renégats qu'ils sont. C'est parce qu'il est impossible d'y satisfaire qu'ils se débattent dans le malaise que l'on voit. Le communisme véritable n'a rien à gagner là-dedans, car si les partis national-communistes choisissent de « protester » c'est pour mieux se fondre dans la masse grise des démocrates — et s'ils choisissent de se taire c'est pour ne pas précipiter la désagrégation avancée de leur « internationale » fictive. Quant au mépris de l'URSS à l'égard du « mouvement communiste international », il ne peut désoler que les amis de la confusion : pourquoi une caricature de pouvoir socialiste serait-elle tenu à respecter les règles de l'internationalisme et de la loyauté révolutionnaires à l'égard d'une caricature d'Internationale ? Et en quoi, si une telle comédie était, par absurde possible, le communisme aurait-il à y gagner ?

Après quarante ans de « régime épique », il est normal que l'autruche stalinienne manifeste quelques troubles de digestion. Ce qui n'est pas normal, c'est que de prétendus « marxistes-léninistes » crotent pouvoir lire l'avenir du communisme en lui auscultant gravement l'estomac, tout comme les haruspistes romains prédisaient l'issue des batailles en consultant les entrailles des poulets sacrés. L'avenir du communisme se joue en dehors de tout cela. Les seuls qui aient le droit de dire qu'ils y travaillent, ce sont ceux qui, du long reniement stalinien et de la comédie khrouchtchevienne, n'ont jamais rien accepté, rien subi — rien « digéré ».

L'abondance de textes nous oblige à renvoyer à notre prochain numéro la suite de notre article sur le front populaire.

DES FUSÉES et des HOMMES D'ÉTAT

L'implacable ironie de l'histoire a voulu que la trajectoire personnelle de ce brave Nikita, « petit berger devenu chef du premier pays socialiste du monde », se termine le lendemain même du jour où s'achevait celle du Voskhod. Mais alors que les trois « héros de l'espace » — nouvelle catégorie de héros, l'ancienne, celle du « travail », ayant bien perdu de sa valeur — se sont posés en douceur (avec une « secousse moindre que celle d'un ascenseur contemporain » aux dires de l'un d'eux), Nikita Sergueïvitch lui, est tombé brutalement sur le cul.

Il y a là un fait qui trouble profondément et qui scandalise ceux qui croient à l'individu, au rôle de l'individu dans l'histoire, à « l'homme qui fait l'histoire », soit par l'expression démocratique et électorale de l'« idéal personnel » des « simples gens » d'où sort, comme chacun sait, la « volonté générale », soit par l'action d'une « forte personnalité » qui souève l'enthousiasme des masses, gentil démocrate comme Kennedy ou affreux fasciste comme Hitler.

Pour nous qui ne croyons pas que l'histoire soit celle des élections municipales, cantonales et législatives ou des faits et gestes des « grands hommes », mais celle du travail de millions de prolétaires et de leur lutte de classe, et qui ne nous posons de questions ni sur les raisons de l'ascension de Krouchtchev ni sur celles de sa chute « éffrayante », il n'y a rien d'étonnant à ce que le câble de l'ascenseur soit cassé.

Qu'on nous permette seulement de nous réjouir un moment de la coïncidence de la retombée de ces deux

météores, car dans un raccourci saisissant elle nous permet de rappeler aux stupides amateurs de science-fiction politique l'interprétation marxiste de la glorification de l'homme au pouvoir et de la divinisation de la science dernière-née, celle de l'« astronautique ».

Marx disait de la religion, de Dieu, qu'ils étaient la projection au ciel des contradictions réelles de la société terrestre, que la Sainte Famille, par exemple, n'était que la projection harmonieuse de la véritable famille terrestre.

Le tapage infernal fait en U.R.S.S. autour des fusées, les perspectives d'exploration cosmique offertes à la jeunesse russe n'ont d'autre but que de lui masquer les contradictions de la société russe où elle ne peut rien faire d'humain. Quant à ces fusées elles-mêmes, elles sont des « armes de guerre » et leur fabrication intensive entre dans le cadre d'une course aux armements effrénée, résultat de la lutte féroce pour les marchés et de la nécessité de reculer la crise, expressions toutes deux des contradictions fondamentales du monde moderne engendrées par le mode de production capitaliste.

C'est une loi commune aux fusées et aux politiciens bourgeois que cette nécessité de retomber. On dit que c'est à cause d'une pomme qu'il reçut sur la tête que Newton fut amené à comprendre l'identité de la pesanteur et de la gravitation universelle. Nikita Sergueïvitch Krouchtchev, lui, devait bénéficier d'une inspiration moins noble : s'il entrevoit aujourd'hui la vérité, c'est à son derrière qu'il le doit.

L'unité ouvrière, oui, mais laquelle ?

Chez Renault, le journal de cellule du P.C.F. pour les départements 37-40 (Outillage - Tôlerie) s'en prenait récemment à nous, en même temps qu'à d'autres minorités, dans les termes suivants : « Alors que patronat et gouvernement s'attaquent de plus en plus violemment à tous ceux qui travaillent... des feuilles de plus en plus nombreuses émanant d'"organisations" se disent défendre l'intérêt des travailleurs (Prolétaire - Voir ouvrière) nous sont distribuées... Pour quelles raisons, alors que l'unité progresse, une telle débauche d'organisations se manifeste-t-elle ?... Tout d'abord, il nous faut faire un peu d'histoire.

Ce courant d'idées s'est manifesté à la face du monde pour la première fois dans la création de la I^{re} Internationale : Bakounine en était à la tête. Aussi de ceux que nous voyons aux portes tendre leur littérature en se réclamant de la IV^e Internationale, il nous faut savoir qu'ils furent exclus de la I^{re}. Marx écrivait : « que cette orientation s'était mise elle-même hors de l'organisation internationale des travailleurs parce qu'elle refusait de se soumettre à la majorité. La soumission de la minorité à la majorité est le principe essentiel qui assurera l'unité du mouvement ouvrier ».

Le P.C.F. est, en principe, « déstalinisé », mais les vieux procédés de diffamation de l'adversaire ont visiblement toujours cours, et bien entendu aussi le vieux chantage à l'unité prolétarienne qui a toujours été l'« argument-massue » des grands partis « ouvriers » passés au service de la conservation bourgeoise contre les petites minorités révolutionnaires. Une « unité du mouvement ouvrier » qui se forge ainsi dans le mensonge, dans l'ignorance volontairement entretenue sur la « minorité », à quoi peut-elle servir ? A la lutte ? Non, car on ne peut lutter dans le noir ! Une telle « unité » n'a d'autre but qu'elle-même, c'est-à-dire le maintien de l'ordre dans la classe ouvrière, sa préservation des idées marxistes et révolutionnaires que la « majorité » a depuis longtemps trahies et abandonnées. Ce n'est pas l'unité dont la classe ouvrière a besoin pour mener son combat contre le Capital ; c'est celle dont le Capital a besoin pour garder, grâce à la majorité conformiste, le prolétariat dans l'obéissance politique à la Démocratie et dans l'obéissance sociale à l'Expansion et la Grandeur nationales. Sinon, pourquoi mentir ?

Nous rétablirons la vérité en quelques points, même si nous faut pour cela recourir nous aussi à l'« histoire », chose dont les ouvriers ne devraient pas avoir peur, car ce serait laisser à la seule bourgeoisie l'avantage des leçons à tirer du passé.

1 Bakounine était au sein de la I^{re} Internationale le chef du courant anarchiste, défendant une doctrine insuffisante du socialisme aujourd'hui tombée tout à fait en désuétude.

2 Sous le stalinisme, nombreux furent les courants exclus des Partis communistes et de l'Internationale pour la seule raison qu'ils entendaient défendre les principes de la révolution prolétarienne et du communisme. Le Prolétaire s'honore d'émaner d'un courant qui fut exclu dans ces conditions en même temps que le courant dit « trotskyste ». Nous refusons pourtant l'assimilation au mouvement dit de la « IV^e Internationale », non point parce que celui-ci fut persécuté par le stalinisme (nous le fumes également !) mais parce que nous ne trouvons pas que celui-ci ait défendu avec assez de fermeté et de clarté les positions de départ de la III^e Internationale que le stalinisme a détruite.

3 Le P.C.F. accuse aujourd'hui la IV^e Internationale, et par extension Le Prolétaire qui lui est cependant étranger, d'être un courant anarchiste. Non seulement cela est contraire à la vérité, mais c'est en contradiction avec le jugement qu'il portait avant-guerre, à l'époque stalinienne, sur toutes les oppositions au « communisme » officiel : alors, nous étions

tous accusés de fascisme et présentés comme des espions et des aventuriers de droit commun. La calomnie a changé de forme et, la « déstalinisation » aidant, elle a perdu ses pires outrances : mais elle subsiste, ce qui prouve que dans le P.C.F., le stalinisme n'est pas tout à fait mort ! Il ne peut pas mourir, parce que ce qui importe par-dessus tout au P.C.F., c'est que les ouvriers ignorent pourquoi nous avons tous été exclus du mouvement communiste, et surtout ce que le stalinisme a fait après notre exclusion de l'Internationale ouvrière !

4 Le journal du P.C.F. ose insinuer que nous sommes une minorité indisciplinée de l'organisation internationale des travailleurs au même titre que les anarchistes de la I^{re} Internationale, et qu'à ce titre nous n'avons pas le droit à la parole. L'impudente falsification consiste à laisser croire que l'organisation internationale des travailleurs (III^e Internationale, ou Internationale communiste) existe toujours, mais que nous ne voulons pas nous plier à sa discipline. La réalité est qu'elle n'existe plus depuis longtemps, et que,

comme l'atteste le testament du défunt chef du Parti « Communiste » italien Togliatti, les partis communistes d'aujourd'hui considèrent une telle organisation comme indésirable au plus haut point.

La réalité est que Staline l'a dissoute en 1943 pour complaire à ses alliés américains, mais qu'elle avait cessé pratiquement d'exister depuis la victoire d'Hitler en Allemagne en 1933. La réalité, c'est que nous avons été exclus précisément parce que nous prévoyions que la politique du « socialisme dans un seul pays », c'est-à-dire la renonciation à la lutte révolutionnaire conduirait à la mort de l'Internationale, et que nous avons lutté de toutes nos forces pour que cela ne se produise pas, pour que le prolétariat conserve l'organisation internationale unitaire, centralisée, disciplinée sans laquelle il est impossible de vaincre la bourgeoisie.

En conclusion, les partisans de la discipline et de l'unité sur la base des principes révolutionnaires, c'est nous. C'est précisément pour cela que nous ne pouvons reconnaître la nécessité d'une unité avec le P.C.F. avant-hier stalinien,

hier krouchtchevien, et demain qui sait quoi ? mais en tous cas complice de la liquidation de l'Internationale. C'est précisément pourquoi nous ne reconnaissons pas le devoir d'une discipline quelconque à son égard, puisque la discipline révolutionnaire, c'est lui qui l'a rompue, non seulement en abandonnant le programme communiste, mais en calomniant et même massacrant les militants qui lui étaient fidèles.

Le principe de la soumission de la minorité à la majorité n'est valable qu'au sein du parti révolutionnaire de classe. En dehors, il équivaudrait seulement à la soumission du courant vraiment communiste à la force brute du nombre, c'est-à-dire des prolétaires révolutionnaires aux partisans de l'ordre établi. Cette soumission, nous avons non seulement le droit, mais le devoir de la refuser. L'unité, pour nous, c'est la force d'une classe ouvrière consciente de ses buts révolutionnaires et de sa solidarité avec la classe ouvrière de tous les pays. L'unité de l'impuissance et de la résignation, nous n'en voulons pas ! Mais c'est elle, et elle seule, pour laquelle le P.C.F. « combat » !

LES LICENCIEMENTS DE LA SEYNE

La « prospérité » que l'on nous vante tant ne va pas sans à-coups, ni difficultés dans certains secteurs. C'est le cas actuellement de l'automobile, de la construction électrique et, d'une façon plus chronique, de la construction navale. Après les licenciements de Saint-Nazaire, les Forges et Chantiers de la Méditerranée avaient annoncé au début de septembre, le renvoi de 381 ouvriers à La Seyne. Devant cette décision un comité d'action fut constitué groupant les représentants des syndicats, des partis politiques et des « personnalités » civiles et religieuses de la région. Ce comité convoqua une manifestation du personnel des F.C.M. et de toute la population qui devait consister en une journée de grève et une marche sur Toulon au terme de laquelle les ouvriers des chantiers auraient demandé au sous-préfet du Var, sa protection contre les mesures patronales !

En dépit du caractère pacifique et légalitaire que les organisateurs donnaient ainsi au mouvement, la manifestation fut interdite. Toute l'activité des maires « communistes », des syndicats et des curés « progressistes » se réduisit alors à mendier auprès des autorités une autorisation de manifester et une reprise de « dialogue ». A l'une de ses rencontres avec le comité d'action, le préfet annonça la reconversion de deux pétroliers de 32.000 tonnes en unités de 58.000 tonnes. Ainsi, 191 salariés « seulement » seraient mis au régime de la pré-traiterie et 136 seraient débauchés (au lieu des 191 prévus). Il n'en fallait pas plus pour que les dirigeants syndicaux renoncent à la marche sur Toulon et limitent leur ordre de grève à la matinée du 25 septembre.

Pour calmer l'impatience des ouvriers de nouvelles commandes furent annoncées : 4 sous-marins et 4 escorteurs pour le Portugal de M. Salazar et 2 cargos de 16.000 tonnes pour la Chine de Mao à répartir entre les chantiers de Bordeaux, Dunkerque et La Seyne. La direction des F.C.M. n'en faisait pas moins savoir qu'aucun licenciement ne serait rapporté, « même s'il y avait 20 cargos en commande ». En fait, à la faveur de la crise, un processus de concentration est en cours aussi bien dans les chantiers navals que dans la construction électrique, ce qui permet au patronat de brandir devant les ouvriers la menace d'une fermeture. Au lieu d'unir les prolétaires dans une lutte frontale contre le Capital, les syndicats de collaboration de classe se sont contentés de temporiser et d'accuser la « mauvaise volonté » du patron là où il y a crise et inéluctable concentration.

Ces fausses illusions largement répandues par les organisations dé-

mocratiques locales et encore plus vite démenties par le patronat et la préfecture ont provoqué une recrudescence d'agitation aux F.C.M. : débrayages spontanés, défilés des ouvriers licenciés dans les locaux de l'entreprise, etc... Pris à parti par des manifestants, le directeur dut à l'intervention des délégués syndicaux de s'en tirer indemne. Quant aux débrayages spontanés, les bonzes se sont empressés de les encadrer dans des grèves tournantes par atelier qu'ils ont ensuite « suspendues » jusqu'au 9 octobre, date d'une nouvelle réunion entre le comité d'entreprise et la direction parisienne des F.C.M.

Ainsi, toutes les organisations démocratiques, politiques et syndicales, ont conjugué leurs efforts pour empêcher que cette crise provoque une réaction de classe des ouvriers. Episode local et limité, sans doute, dans la longue et difficile bataille du prolétariat contre ses oppresseurs ; épisode significatif, cependant, dont seul notre parti de classe peut tirer les enseignements en l'élevant à la hauteur d'un combat sans merci du Travail contre le Capital.

Nous publions ci-dessous le tract que nos camarades ont diffusé à La Seyne, le 25 septembre.

OUVRIERS des CHANTIERS

380 licenciements à La Seyne, des réductions de salaires importantes.

On vous dit que c'est un cas particulier, un fait local, qu'avec un peu de « bonne volonté » on pourrait remplir le carnet de commandes du patron ; mais il y a déjà Nantes, St-Nazaire, les réductions d'horaires chez Citroën, Renault, Peugeot avec des réductions de salaires semblables à celles qui vous frappent ; il y a le lock-out de 3.500 travailleurs dans l'industrie électrique à Jeumont parce qu'ils protestaient contre des mesures analogues. La « bonne volonté » des syndicats, des maires, des curés ou du gouvernement le plus « démocratique » ne pourra jamais faire que le Capital assure en toutes circonstances du travail aux ouvriers. Vous ne pouvez vivre que de votre travail. Mais le Capital n'existe pas pour vous faire vivre : il existe pour s'accroître indéfiniment. Quand l'état du marché ne le lui permet plus, il vous condamne sans scrupules à la misère et au chômage.

C'est pour cela que nous, Communistes Internationalistes, avons toujours dénoncé une expansion, un productivisme, une « prospérité » qui ne pouvaient conduire qu'à la situation actuelle.

Tous les faux communistes, les socialistes, les catholiques (y compris l'évêque de Fréjus) s'étonnent et se lamentent que le Capital soit... le Capital ! Les organisations démocratiques protestent parce que le gouvernement interdit la marche sur Toulon. C'est la fonction de l'Etat capitaliste de bâillonner les ouvriers quand le Capital les écorche. Toutes les républiques l'ont fait, même avec des socialistes et des « communistes » au gouvernement. Il est trop facile d'imputer au seul régime gaulliste l'exercice de la violence bourgeoise contre le prolétariat.

Il n'est jamais bon de se laisser frapper sans réagir, même si le gouvernement le défend. Mais si vous voulez marcher sur Toulon, sachez que ce ne sera pas une promenade ; ça ne sera pas pour supplier le sous-préfet de vous obtenir du travail, car il ne vous obtiendrait que la matraque des C.R.S.

Si vous marchez sur Toulon, ce sera une manifestation de classe pour engager les ouvriers des autres centres et des autres industries à entrer en lutte à vos côtés.

A bas l'expansion capitaliste qui conduit à la misère !

A bas les faux communistes, les socialistes, les curés et tous les démocrates qui admirent la « prospérité » capitaliste et ne savent que pleurnicher devant la misère capitaliste !

Lutte décidée et unitaire pour une réduction d'horaires sans baisse de salaires !

Vive la lutte de classe et la Révolution communiste !

Fraction syndicale du Parti Communiste Internationaliste (Programme Communiste)

Le numéro 29, octobre-novembre 1964, de la revue théorique de notre Parti

PROGRAMME COMMUNISTE est paru. Au sommaire :

- Un siècle après... (La Première Internationale).
- Les leçons de la polémique russo-chinoise (II).
- Textes du marxisme révolutionnaire : III. Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Histoire de la Gauche communiste.
- A propos d'une brochure sur « La naissance du parti communiste français ».

Le numéro : 2,50 F (Belgique 35 FB) - Abonnement annuel : 9 F - Abonnement combiné avec « Le Prolétaire » : 12 F - Abonnement de soutien : 20 F - Spécimen gratuit sur demande.

La C.G.T. proteste... ...mais signe

« Un accord d'entreprise a été signé le 22 juillet dernier entre les représentants de la société Messier (équipement aéronautique) et ceux des organisations syndicales C.G.T., F.O., C.G.C., C.G.S.T. ». Voilà ce que nous apprend L'Humanité du 24 septembre 1964, ajoutant que cet accord comporte des améliorations pour les ouvriers de l'entreprise : « primes d'ancienneté, majoration de certaines heures supplémentaires (100 % après douze heures de travail consécutifs), 4 jours de congé supplémentaires aux plus de 60 ans ». (C'est nous qui soulignons).

L'Humanité ajoute qu'après accord intervenu, la Fédération C.G.T. des Métaux a fait la mise au point suivante : « Empruntant une tactique devenue coutumière au patronat, la direction Messier a subordonné l'attribution de ces avantages à l'acceptation de clauses de collaboration de classe. Ces clauses imposées aux organisations syndicales sont en contradiction avec les faits (?). C'est pour ne pas priver les travailleurs d'un certain nombre d'avantages nouveaux appréciables que l'accord a été signé en l'état. Mais à aucun moment les représentants des organisations C.G.T. signataires, ni les travailleurs dûment informés des conditions dans lesquelles était donné notre signature ne se sont fait illusion sur la phraséologie de la direction Messier ».

Signer un accord subordonnant des « avantages » tels que l'augmentation des heures supplémentaires à l'acceptation de la collaboration de classe, voilà les brillants résultats de l'unité de la C.G.T. avec les syndicats jaunes. Aura-t-elle le front de célébrer cet accord d'entreprise comme une nouvelle « victoire » ?

SOUSCRIPTION PERMANENTE (1964)

LISTE N. 6 : Bêchef, 5 ; Tellini, 25 ; Marcel, 20 ; Bruno, 10 ; Witte, pour le réveil des Belges, 6 ; Dédé, en mémoire de Vercesi, 15 ; Serge, 5 ; André, 20 ; Robert, 5 ; Guy, 11 ; Oscar, en souvenir d'Ottorino, 5 ; Jacques, 5 ; Roger et Eliane, 10 ; Bruno, 8 ; François, 10 ; Winterthur salue la sortie du Prolétaire, 50 ; Salut au vétéran bien réveillé, 3 ; Vive l'Internationalisme, 10 ; Les Prolétaires n'ont pas de patrie, 10 ; François, 1 ; Jacques, 2 ; Christian, 2 ; René, 1, 80 ; Aix, 2 ; Soutien Michel L., 9 ; Réunion Sud-Est, 32 ; Victor, 1,50 ; O.K., 1 ; Franck, 1 ; Laurent, 10.

Total liste N° 6 295,30 F.
Total précédent 4.198,54 F.

Total général 4.493,84 F.